



**PROGRAMME – ANNEXE 7
ASSURANCES**

MARCHÉ PUBLIC GLOBAL DE PERFORMANCE

**Opération OMEGA HEALTH – Extension du CBRS
Université : Marché public global de performance
incluant la conception, la réalisation et des
prestations d'exploitation-maintenance**

Marché n° 913 21 41

Version dossier de demande d'Offre Finale du 16-04-2024

Université de Limoges
Pôle de la commande publique
33 rue François Mitterrand
87032 LIMOGES

SOMMAIRE

ARTICLE 1. ASSURANCES EN PERIODE D'ETUDES ET DE TRAVAUX	3
1.1 RESPONSABILITES	3
1.1.1 <i>Dispositions générales</i>	3
1.1.2 <i>Responsabilité civile professionnelle et générale</i>	3
1.1.3 <i>Responsabilité civile décennale</i>	4
1.2 ASSURANCE « TOUS RISQUES CHANTIERS »	5
1.3 ASSURANCE « DOMMAGES OUVRAGE »	6
1.4 ASSURANCE « CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITE DECENNALE »	6
ARTICLE 2. ASSURANCES POUR LA PERIODE DE MAINTENANCE	6
2.1 GENERALITES	6
2.2 RESPONSABILITE CIVILE DU PRESTATAIRE DE MAINTENANCE	7
2.3 ASSURANCE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT	8

ARTICLE 1. ASSURANCES EN PERIODE D'ETUDES ET DE TRAVAUX

1.1 RESPONSABILITES

D'une façon générale, le Titulaire assume les risques et les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

1.1.1 Dispositions générales

Les primes d'assurances relatives aux garanties personnelles souscrites par le Titulaire en matière de responsabilité civile générale professionnelle et responsabilité décennale, sont incluses dans l'Offre du Titulaire et demeurent à la charge de ce dernier.

1.1.2 Responsabilité civile professionnelle et générale

Le Titulaire déclare être couvert en matière de dommages pouvant être causés aux tiers et au Maître d'Ouvrage par une assurance de responsabilité aussi bien pendant les Travaux qu'après la Réception des Bâtiments.

Les sociétés membres du Titulaire chargées de la construction et de la maîtrise d'œuvre ainsi que chaque sous-traitant du Titulaire, sont tenus de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils sont susceptibles d'encourir vis à vis des tiers et du Maître d'Ouvrage, à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir tant pendant la Période d'Etudes et de Travaux qu'après l'achèvement des Travaux.

- Pour chaque entreprise du Titulaire chargée des Travaux : Les capitaux garantis devront être au minimum de :
 - pour les dommages corporels :
 - avant Réception : **7 500 000 €** par sinistre
 - après Réception : **4 500 000 €** par sinistre et par an
 - pour les dommages matériels et immatériels consécutifs :
 - avant Réception : **3 000 000 €** par sinistre
 - après Réception : **1 500 000 €** par sinistre et par an
- Pour chaque entreprise du Titulaire chargée de la conception :
 - tous dommages confondus, corporels, matériels et immatériels :
 - avant Réception : **3 000 000 €** par sinistre
 - après Réception : **3 000 000 €** par sinistre et par an
 - pour les dommages matériels et immatériels consécutifs :
 - avant Réception : **1 500 000 €** par sinistre
 - après Réception : **1 000 000 €** par sinistre et par an

Les garanties devront être étendues aux risques de pollution accidentelle.

Le Mandataire devra justifier d'une couverture supplémentaire quant à sa qualité de mandataire commun.

Le Titulaire fournit au Maître d'Ouvrage, dans les conditions prévues à l'article 33.2 du Contrat, une attestation d'assurances souscrites et comportant :

- identité de la compagnie d'assurance
- numéros de police,
- date d'effet, période de validité,
- montants des garanties accordées par nature à hauteur respective des capitaux minima fixés ci-dessus **pour les membres du Titulaire**,
- activités assurées en référence aux prestations relevant du Contrat dont il est chargé avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun.

Ce document devra être complété, daté et signé par la compagnie d'assurance.

En cas de couverture insuffisante, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger la souscription d'une garantie complémentaire.

Les montants minima de garantie indiqués ci-avant ne constituent, en aucun cas, une quelconque limitation de responsabilité et il appartient au Titulaire de souscrire les montants de garantie à la hauteur des responsabilités qu'il considère encourir.

1.1.3 Responsabilité civile décennale

Les sociétés membres du Titulaire chargées de la construction et de la maîtrise d'œuvre, soumises à l'obligation d'assurance décennale en application des articles L. 241-1 et suivants du Code des assurances, sont tenus de souscrire, pour l'objet de leur intervention, une police d'assurance de responsabilité civile décennale.

Chaque société membre du Titulaire chargée des Travaux devra produire, dans le mois qui précède la date d'ouverture de chantier, une attestation d'assurance valide à cette date, spécifique à l'opération de construction projetée, comportant les informations précises suivantes :

- identité de la compagnie d'assurance,
- numéro de police,
- date d'effet, période de validité,
- activités assurées en référence aux prestations relevant du Contrat dont elle est chargée,
- garantie relative aux désordres de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens des articles 1792 et 1792-2 du Code Civil,
- régime de gestion des garanties (répartition ou capitalisation),
- montants de garanties accordés selon les conditions suivantes pour les sociétés membres du Titulaire :
 - Pour les entreprises réalisatrices :
à hauteur du coût définitif des Travaux relevant du champ décennal ou **10 000 000 €** par sinistre avec abrogation de la règle proportionnelle.
 - Pour la conception :

à hauteur du coût définitif des Travaux relevant du champ décennal ou **3 000 000 €** par sinistre avec abrogation de la règle proportionnelle.

Ce document devra être complété, daté et signé par la compagnie d'assurance.

Le Titulaire remettra au Maître d'Ouvrage les attestations de tous les sous-traitants comportant la garantie de base relative aux désordres de nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens des articles 1792 et 1792-2 du Code civil avant les opérations préalables à la réception.

En cas de couverture insuffisante, le Maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du Titulaire, la souscription d'une assurance complémentaire.

1.2 ASSURANCE « TOUS RISQUES CHANTIERS »

Le Titulaire souscrira tant pour son compte que pour le compte des intervenants à l'acte de construire, une assurance « Tous Risques Chantier » couvrant les dommages susceptibles d'atteindre le programme des Travaux neufs avant Réception, complétée d'une garantie maintenance visite.

Le Titulaire devra produire une attestation d'assurance « Tous Risques Chantier » à la date d'ouverture du chantier.

Les principales caractéristiques de la police « Tous Risques Chantier » seront les suivantes :

- Assurés :
 - Le Maître d'Ouvrage, les assistants et/ou mandataires du Maître d'Ouvrage intervenants lors de la Périodes d'Etudes et de Travaux,
 - Le Titulaire et ses sous-traitants
- Garanties :
 - Tous dommages matériels accidentels subis par les Bâtiments, objets du Contrat
 - Extension des dommages aux existants
- Durée de la garantie de dommages aux ouvrages :
 - Du début des Travaux jusqu'à chaque Date de Réception
- Maintenance visite :
 - Pour une durée de 12 mois à compter de chaque Date de Réception.
- Franchise : de 25 000 € à 75 000 € par sinistre.
- Modalités d'affectation des franchises :
 - Les franchises sont à la charge de l'intervenant responsable.
 - Dans l'hypothèse d'une responsabilité partagée et/ou multiple, la franchise sera appliquée au prorata de la part Contrat de chaque intervenant concerné.
 - En cas d'absence de responsabilité définie, la franchise sera affectée au compte prorata du chantier.

1.3 ASSURANCE « DOMMAGES OUVRAGE »

Le Maître d'Ouvrage souscrira une police « Dommages Ouvrage ».

La prime correspondante sera réglée par le Maître d'Ouvrage.

A cette fin, le Titulaire fournira au Maître d'Ouvrage l'attestation d'assurance de responsabilité décennale confirmant la souscription des garanties prévues au paragraphe ci-dessus intitulé « Responsabilité civile décennale » figurant à la présente annexe.

Le Titulaire remettra également au Maître d'Ouvrage dans les délais et conditions prévues à la présente annexe les attestations de Responsabilité civile décennale de ses sous-traitants.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne disposerait pas de couverture suffisante ou valide pour l'objet de son intervention, et en l'absence de garanties complémentaires souscrites par l'entrepreneur, toute cotisation supplémentaire réglée par le Maître d'Ouvrage au titre de la police Dommages Ouvrage sera facturée sans délai au Titulaire.

Chaque réception de Bâtiment par le Maître d'Ouvrage vaudra réception au sens de l'article 21 du Contrat.

1.4 ASSURANCE « CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITE DECENNALE »

Le Maître d'Ouvrage souscrira pour le compte de l'ensemble des intervenants à l'acte de construire une garantie décennale complémentaire de 2^{ème} ligne.

Cette couverture complémentaire à hauteur du coût total de construction interviendra au-delà des capitaux minima exigés au titre de la garantie décennale du Titulaire tels que mentionnés au paragraphe ci-dessus intitulé « Responsabilité civile décennale » figurant à la présente annexe.

La prime correspondante sera réglée par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 2. ASSURANCES POUR LA PERIODE DE MAINTENANCE

2.1 GENERALITES

Dans l'éventualité où les Prestations de Maintenance seraient réalisées par **plusieurs sociétés membres du Groupement pour un même périmètre**, il sera souscrit une couverture en assurance unique pour l'ensemble desdites sociétés.

Le Prestataire de Maintenance supportera seul les éventuelles augmentations de tarif constatées à l'occasion du renouvellement par tacite reconduction annuelle de ses polices d'assurances.

Plus généralement, le Prestataire de Maintenance s'engage à souscrire toute police d'assurance permettant de garantir ~~la SRIA~~ l'université au cas où la responsabilité du Prestataire de Maintenance serait mise en cause et contre tous recours ou toute condamnation prononcée contre lui dans le cadre de l'exécution du présent Contrat.

⇒ Justification des assurances

Le Prestataire de Maintenance devra justifier, par une attestation d'assurance, au plus tard deux mois avant la première Date de Réception, de la souscription des garanties d'assurances nécessaires telles que décrites ci-après.

Dans l'hypothèse où, après avoir examiné l'attestation précitée, l'université conclurait que celle-ci est insuffisante et ne satisfait pas, en tout ou partie, à l'ensemble des stipulations de la présente annexe, le Prestataire de Maintenance devra, sous quinze (15) jours à dater de la réception des observations écrites, se mettre en conformité avec les termes et conditions des présentes stipulations.

Le Prestataire de Maintenance communiquera ensuite tous les ans, au plus tard 15 jours après la date

de renouvellement de chacune des polices, ou à tout moment sur demande, une attestation d'assurance, en un seul exemplaire original, signée par l'assureur indiquant que celui-ci est à jour de cotisations pour l'année en cours et comportant la description exacte des sommes assurées, le montant des franchises.

Le Prestataire de Maintenance s'engage à ne pas réduire le périmètre des activités assurées, ni les montants des garanties souscrites pendant la durée du Contrat.

⇒ **Insuffisance - défaut de garantie - franchise**

Le Prestataire de Maintenance ne pourra en aucune circonstance invoquer le manquement ou la défaillance de la compagnie d'assurances et/ou de son courtier pour justifier de la carence de ceux-ci vis-à-vis de l'université et/ou des tiers.

Il est expressément convenu que les franchises de toutes sortes resteront à la charge du Prestataire de Maintenance et de lui seul.

Il est bien précisé que tout dommage qui ne serait pas pris en charge par l'assureur en application des clauses et conditions du contrat d'assurance concerné, soit que le risque réalisé n'est pas garanti, soit que le montant de la garantie est insuffisant, demeurera à la charge exclusive du Titulaire.

Ainsi, en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties énumérées dans les exigences du Prestataire de Maintenance, l'attention du Prestataire de Maintenance est attirée sur la nécessité de souscrire, s'il le souhaite, les divers contrats d'assurance s'y rapportant.

De même, le Prestataire de Maintenance est libre de souscrire, pour les risques devant être garantis au titre des présentes, des montants de garantie supérieurs à ceux prescrits s'il le juge nécessaire.

⇒ **Gestion des sinistres**

Le Prestataire de Maintenance doit déclarer à son assureur (éventuellement représenté par son mandataire), ou à toute autre personne désignée par lui, les pertes, dommages ou désordres matériels affectant les Bâtiments ou la réclamation d'autrui, dans un délai de cinq jours ouvrés à compter du jour où il en a eu connaissance.

Le Prestataire de Maintenance est seul responsable vis-à-vis de son assureur de la déclaration et de la gestion des sinistres ; les indemnités de sinistres seront versées directement par les assureurs au Titulaire, en contrepartie des frais qu'il aura dû ou devra engager pour la réparation des sinistres. Ces règlements valent de plein droit quittance libératoire à l'égard de l'université sans autre formalité.

Le Prestataire de Maintenance informera mensuellement l'université de l'état des dossiers sinistre pour tout montant de sinistre supérieur à 50.000 euros.

2.2 RESPONSABILITE CIVILE DU PRESTATAIRE DE MAINTENANCE

Objet: garantir les recours dont l'université pourrait être l'objet du fait de l'activité du Prestataire de Maintenance.

Cette police d'assurance devra apporter, par sinistre **et par an**, le minima de garantie définis ci-après :

- **Tous dommages Corporels ou Dommages matériels et immatériels consécutifs ou non :**
 - **3 000 000 euros**

Dès lors que la police Responsabilité civile du Prestataire de Maintenance aura été actionnée, celui-ci et son assureur renoncent à tout recours contre le Maître d'Ouvrage.

La garantie du Contrat s'étendra aux conséquences des conventions, comportant transfert de responsabilité ou renonciation à recours, intervenues entre, d'une part les assurés et d'autre part l'État, les administrations, collectivités locales, organismes publics ou semi publics français ou

étrangers (EDF, ...), les sociétés de location et de crédit-bail, les établissements et/ou entreprises voisines dans le cadre des contrats d'assistance réciproque, ...

Les garanties seront acquises dès la première Date de Réception et se poursuivront selon les règles usuelles en la matière après la résiliation du Contrat pour toutes réclamations portées à la connaissance de l'assureur relatives à un fait générateur survenu pendant la Période de Maintenance.

Les prestations éventuellement sous-traitées seront garanties sans restriction par le même contrat. Le Mainteneur se réserve le droit d'exiger de ses sous-traitants éventuels la souscription d'une police de responsabilité civile comportant les mêmes niveaux de garantie.

2.3 ASSURANCE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT

Le Prestataire de Maintenance est tenu de posséder une police d'assurance spécifique destinée à garantir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers et/ou à ~~la SRIA~~ l'université du fait d'une pollution accidentelle ou graduelle de l'environnement générée par l'activité du Prestataire de Maintenance.

Cette police d'assurance devra apporter les minima de garantie définis ci-après :

- 1.500.000 euros par sinistre.

La franchise par sinistre ne sera pas supérieure à 50,000 euros.

Cette garantie sera à souscrire sans reprise du passé, la pollution « historique connue » n'étant évidemment pas à garantir par le présent contrat.

Dès lors que la police Responsabilité civile Atteintes à l'Environnement du Prestataire de Maintenance aura été actionnée, celui-ci et son assureur renoncent à tout recours contre le Maître d'Ouvrage.